



C'EST TOUJOURS NON !

Après un conclave qui ne débouche que sur ce qu'il avait prévu, c'est-à-dire toute la démolition des acquis sociaux depuis 1945 et des remises en cause désastreuses des retraites, de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, de l'hôpital, de l'école, des services publics d'une façon générale, ce premier Ministre, issu d'un gouvernement illégitime, n'a intégré qu'une partie du syndicalisme pendant quelques mois.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne perd pas de vue qu'il pourrait encore le faire avec sa volonté de supprimer 2 jours fériés pour son budget 2025 et "rogné" encore l'assurance chômage pour ceux qui sont les plus démunis.

Il nous invite à une nouvelle séance "d'attrape-c..." pour savoir quels jours fériés on accepterait de voir disparaître et jusqu'à combien de maillons on pourrait retirer de la chaîne de l'assurance chômage.

Surtout ne touchez pas aux jours "carillonnés" annoncent déjà certains, alors que, dans le même temps, d'autres n'entendent pas que l'on touche au 1er et au 8 mai.

En tous les cas, dans les boîtes, les travailleurs, qu'ils soient cathos ou laïcards, indiquent clairement que ce n'est pas un jour de moins et qu'on ne les prendra pas au petit jeu du "travailler plus pour gagner moins".

En tous les cas sur les deux points c'est non à une rencontre, qu'elle s'appelle comme elle veut, qui pour la 5^{ème} fois toucherait à l'assurance chômage et ferait travailler les salariés sans être payés, après qu'on veuille bien leur "infuser" la retraite avec un départ à 64 ans, la fin des régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires.

Les prémices de réunions interrégionales pour préparer une rentrée sociale "dynamique" se font jour. Elles doivent être claires et ne pas vouloir nous entraîner dans les journées saute-mouton. Les revendications doivent être claires, l'action préparée pour obtenir l'adhésion des salariés, des retraités, des chômeurs et s'appuyer sur la volonté de bloquer l'économie.

C'est en ce sens que nous entendons participer. Il faut dans le même temps que nous n'acceptons pas d'entrer dans "l'effort de guerre" et obtenir que le gouvernement retire ou abroge tous les dispositifs de la dernière période, notamment sur les retraites.

Dans le même temps et en nous invitant à "cogérer" les dernières attaques pour économiser quelques sous alors que des milliards sont largement engagés pour les patrons et pour le

budget militaire, nous constatons que la poursuite de la démolition de l'hôpital est bien réelle avec des services débordés, des attentes de plusieurs heures pour être pris en charge, d'un personnel soignant complètement épuisé.

Ceux qui sont en première ligne — pompiers, personnels soignants, enseignants et tant d'autres — affirment : "Il est grand temps de renverser le système. C'est une question de survie."

Le syndicat FO de l'APHP appelle à préparer la mobilisation pour la rentrée et s'est engagé à le faire avec d'autres organisations pour que la mobilisation soit massive.

Bien d'autres secteurs sont dans le même état d'esprit. Malgré les vacances, salariés, retraités, chômeurs sont remontés et déterminés.

Nous n'avons jamais été dans une telle situation. Coordonnons les actions, préparons-les, réunissons tous ceux qui réagissent et se battent.

Bloquons l'économie en nous engageant dans la grève la plus massive et la plus générale.

Nous ne pouvons accepter une société de guerre, d'effort de guerre, de livraisons d'armes, de massacres de populations innocentes, de destruction des services publics et de casse des acquis sociaux qui contribuent pourtant à prendre en charge les plus démunis.

Paris, le 12 août 2025